

Allemagne-Turquie/Diplomatie

# Merkel et Erdogan affichent une timide détente entre leurs deux pays

AFP  
Berlin/Allemagne

Seule annonce concrète, la tenue éventuelle en octobre d'un sommet inédit sur la Syrie.

**ANGELA** Merkel et Recep Tayyip Erdogan ont affiché un timide rapprochement entre leurs deux pays malgré les "profondes différences" qui demeurent, en particulier concernant les droits de l'homme et de la liberté de la presse en Turquie.

La seule annonce concrète à l'issue de la rencontre concerne la tenue éventuelle en octobre d'un sommet inédit sur la Syrie, axé sur le sort du dernier bastion rebelle d'Idleb et réunissant Russie, Turquie, Allemagne et France, un dossier sur lequel Moscou a la main et sur lequel Paris et Berlin n'ont eu jusqu'ici guère d'influence.

La Turquie et l'Allemagne, où M. Erdogan effectue une visite d'État jusqu'à ce samedi, sortent de deux années de brouille : depuis le putsch raté de 2016, Ankara reproche à Berlin la timidité de son soutien.

Les autorités allemandes critiquent elles la dérive répressive de la Turquie ou encore l'espionnage d'opposants turcs en territoire allemand.

**QUESTIONS ESQUIVEES.** Il y a encore de "profondes différences", a reconnu sans ambages Mme Merkel à l'issue de cette rencontre,

évoquant en particulier la liberté de la presse et le respect des droits de l'homme en Turquie.

Mais à l'heure du réchauffement entre les deux pays, Mme Merkel a aussi mis l'accent sur les intérêts communs avec Ankara.

"Nous avons beaucoup de choses qui nous unissent", a martelé Mme Merkel, soulignant la "grande signification" de la visite de M. Erdogan. L'Allemagne compte 3 millions d'habitants de nationalité ou d'origine turque.

Avec 7 500 entreprises allemandes basées en Turquie, Berlin a besoin d'une "économie turque stable", a expliqué Mme Merkel, alors que la Turquie est frappée par une crise aiguë, en particulier liée à la chute de sa monnaie.

M. Erdogan s'est lui réjoui que cette visite permette de partir sur de nouvelles bases : "nous sommes parvenus à un consensus pour relancer les mécanismes de coopération".

Il a esquivé les questions des journalistes sur ses déclarations de 2017 au sujet de supposées "pratiques nazies" du gouvernement allemand ou l'échec de la candidature turque à l'Euro-2024 de football, attribuée jeudi à l'Allemagne. Tous deux membres de l'Otan, Allemagne et Turquie ont, a souligné Mme Merkel, des intérêts communs à lutter contre le terrorisme et à éviter tout nouvel afflux de migrants en provenance de Syrie. Les deux pays accueillent à eux deux plusieurs mil-



Photo : AFP

Des "différences profondes" subsistent entre la chancelière allemande Angela Merkel et le président turc Recep Tayyip Erdogan.

lions de réfugiés syriens. **"DEMOCRATIE GRAVEMENT MENACÉE"** • M. Erdogan, doté de pouvoirs accrus depuis le début de son nouveau mandat en juillet, s'était dans la matinée entretenu avec le président allemand Frank-Walter Steinmeier dans sa résidence du Château de Bellevue, où il a reçu les honneurs militaires.

Le président allemand a abordé la question des prisonniers "politiques" détenus en Turquie, dont cinq Allemands toujours retenus dans les prisons turques.

Du côté de l'opposition, des manifestations de groupes turcs et kurdes étaient prévues hier après-midi à Berlin et ce samedi à Cologne où M. Erdogan doit inaugurer une mosquée. La police a été déployée en très grand nombre pour prévenir tout débordement.

Lors de la conférence de presse, un homme arbo-

rant un tee-shirt "Liberté pour les journalistes", a été évacué sans ménagement. Et le président turc a confirmé vouloir l'extradition du journaliste et critique du pouvoir turc Can Dündar, qui s'est exilé en Allemagne, l'accusant d'être un "agent" qui a divulgué des "secrets d'Etat". Il a été condamné à cinq ans de prison dans son pays.

Mme Merkel a elle une nouvelle fois refusé de considérer les partisans du prédicateur Fethullah Gülen comme une "organisation terroriste" comme le veut Ankara, ceux-ci étant accusés d'avoir fomenté le coup d'Etat manqué de 2016. Fethullah Gülen dément de telles accusations. "Nous prenons les informations de la Turquie au sérieux (...) mais ça ne suffit pas", a-t-elle dit, alors que M. Erdogan dénonçait la présence en Allemagne de "centaines" de militants pro-Gülen.

En Allemagne, à gauche comme à droite, les appels à ce qu'Angela Merkel, affaiblie par une année de crises gouvernementales et par les tensions dans sa majorité sur la politique migratoire, s'étaient multipliés pour qu'elle reste ferme.

Selon un sondage réalisé pour la ZDF, une écrasante majorité (89%) d'Allemands jugent que la "démocratie est gravement menacée" en Turquie et 66% que l'Allemagne ne devrait pas lui venir en aide économiquement.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Troubles. Commission d'enquête : mandat prolongé**

Le Conseil des droits de l'Homme de l'Onu a décidé hier de prolonger d'un an le mandat de la Commission d'enquête de l'Onu sur le Burundi, alors que Bujumbura avait menacé de quitter cette instance.

• **Cameroun/Violences. Huit morts dans le sud-ouest anglophone**

Six civils et deux policiers ont été tués mercredi et jeudi à Buea et à Limbe, dans le Sud-Ouest anglophone du Cameroun, en proie à un conflit entre forces de l'ordre et séparatistes anglophones.

• **Mali/Jihadistes. Des membres d'un groupe armé arrêtés par Barkhane**

L'armée française a arrêté à Ménaka, dans le nord-est du Mali, une dizaine de combattants de l'ex-rébellion à dominante touareg soupçonnés de collusion avec des jihadistes, au cours d'une opération qui a mobilisé jeudi 120 parachutistes, a-t-on appris hier de sources concordantes.

• **Nigeria/Election : victoire du parti au pouvoir**

Le parti au pouvoir au Nigeria a remporté des élections locales dans un Etat du sud-ouest du pays (celui d'Osun) considérées comme une répétition générale de la présidentielle de 2019, une victoire aussitôt décriée par l'opposition.

A travers le monde

• **Danemark/Politique. L'inquiétude d'Obama**



Inquiet pour les démocraties occidentales en proie aux "fake news" et à la montée des nationalismes, Barack Obama a dressé un tableau noir de la vie politique américaine lors d'un déplacement hier au Danemark.

• **France/Politique. Macron : popularité en berne**

La popularité d'Emmanuel Macron s'est à nouveau érodée en France en septembre, le président français ne recueillant désormais que 32% de bonnes opinions, un plus bas historique depuis son élection, au même niveau que son prédécesseur en septembre 2013, selon un sondage.

Etats-Unis/Politique

# Cour suprême : le candidat de Trump remporte un premier vote au Sénat

AFP  
Washington/Etats-Unis

**LE** candidat de Donald Trump à la Cour suprême, Brett Kavanaugh, a remporté hier un vote en commission au Sénat, ouvrant la voie à un vote final de confirmation en séance plénière malgré les accusations d'abus sexuel qui le visent.

Au lendemain des auditions poignantes du juge, qui nie en bloc, et de son accusatrice, les 11 membres républicains de la commission judiciaire du Sénat ont voté pour recommander sa confirmation et les dix démocrates s'y sont opposés. Jeff Flake, un des trois sénateurs républicains dont le vote n'est pas forcément acquis à M. Kavanaugh, a demandé à ce que le vote final soit retardé d'une semaine au maximum pour que la

police puisse enquêter sur les accusations de Christine Blasey Ford.

"Le pays est en train de se déchirer et nous devons nous assurer d'une procédure en bonne et due forme", a déclaré ce modéré qui ne se représente pas aux élections de novembre. Sa demande a été soutenue par la sénatrice républicaine Lisa Murkowski.

"Je ne serai à l'aise pour voter en séance plénière que lorsque le FBI aura enquêté un peu plus qu'aujourd'hui", a ajouté M. Flake, laissant entendre qu'au moment du vote final, il pourrait se désolidariser de la majorité. Selon la Constitution des Etats-Unis, il revient au Sénat de donner son feu vert pour les postes à vie à la Cour suprême, plus haute juridiction du pays et arbitre des questions de société les plus épineuses (droit à l'avortement, régulation sur les armes à feu, mariage ho-



Photo : Getty Images

Le juge Brett Kavanaugh qui, jeudi, avait sous serment nié en bloc les accusations à son encontre, avance désormais vers sa confirmation à la Cour suprême.

mosexuel...).

Les républicains détiennent actuellement une courte majorité au Sénat, avec 51 sièges sur 100. Mais, outre Jeff Flake, deux sénatrices, Susan Collins et Lisa Murkowski, n'ont pas fait savoir ce qu'elles allaient voter. Les deux femmes soutiennent le droit à l'avortement,

alors que le juge Kavanaugh, un magistrat catholique et conservateur, est accusé par les associations féministes et les démocrates de vouloir limiter ce droit.

Le président Donald Trump, qui n'envisage "pas du tout" de nommer un autre candidat à la Cour, a fait savoir

hier qu'il laissait aux sénateurs le choix de décider s'il était nécessaire d'enquêter plus avant. Jusqu'ici, il avait refusé d'ordonner une enquête du FBI, ne la jugeant pas nécessaire.

• **Dernière minute : le Sénat temporise.**

Le Sénat a accepté hier de reporter d'une semaine au maximum son vote sur le candidat de Donald Trump à la Cour suprême, pour laisser le temps au FBI d'enquêter sur les accusations d'agression sexuelle le visant. La commission judiciaire du Sénat a annoncé dans un communiqué qu'elle allait demander "une enquête supplémentaire" sur le juge Brett Kavanaugh "limitée aux accusations crédibles" portées contre lui et "ne devant pas durer plus d'une semaine", ce qui de fait retarde d'autant le vote final sur sa confirmation.